

Zeitschrift: Revue de Théologie et de Philosophie
Herausgeber: Revue de Théologie et de Philosophie
Band: 5 (1917)
Heft: 22

Artikel: Questions actuelles : le socialisme et la guerre
Autor: Lombard, Emile
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-379982>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

QUESTIONS ACTUELLES

LE SOCIALISME ET LA GUERRE

Il y a un antimilitarisme qui se réclame de l'Evangile, de l'Evangile interprété par Tolstoï. Il y en a un autre qui s'inspire des doctrines socialistes, et qui diffère essentiellement du premier. Cette distinction s'impose à tout esprit critique, malgré la peine que tant de gens se donnent pour mettre en circulation des formules mi-socialistes, mi-chrétiennes, faites à souhait pour embrouiller les questions. Comment les deux ordres d'arguments arrivent à se confondre dans certaines têtes, c'est une question de psychologie individuelle qui ne nous arrêtera pas. Mais il importe de signaler la contradiction des principes sous l'accouplement des mots. Si l'on pense devoir louer le socialisme de ce qu'il s'oppose en général aux armements et aux dépenses militaires, que ce soit du moins en discernant bien quels sont les motifs proprement socialistes de cette attitude. Jésus a dit : *Heureux les pacifiques!* Belle parole qu'il n'est pas à propos d'appliquer à tout ennemi de l'armée. Pas plus qu'il n'est raisonnable de saluer un disciple du Christ ami des pauvres en quiconque médit de la propriété.

Le socialisme, nous dit-on, fait une œuvre éminemment chrétienne, puisqu'il s'attaque au Mammon de la richesse, dénoncé par Jésus comme le grand ennemi du vrai Dieu. C'est sur cette thèse que M. Kutter — dont l'anti-mammonisme s'est mué

depuis lors en pangermanisme — a bâti tout son livre *Sie müssen* (1). Or, elle est sophistique au plus haut degré. A quel connaisseur même médiocre du cœur humain fera-t-on croire qu'il suffise, pour extirper l'avarice, de socialiser le capital? Jésus condamne l'attachement aux biens terrestres, qui se manifeste autant dans la convoitise du pauvre, plus excusable il est vrai, que dans la cupidité du riche. En faisant de la propriété de quelques-uns la propriété de tous, on morcellerait l'idole; l'idolâtrie subsisterait. Je ne prétends pas ici réfuter le socialisme; je dis seulement, dans l'intérêt de la clarté, que Jésus ne s'est point placé sur le terrain où se placent ceux qui poursuivent la transformation du statut social. Le grand obstacle que Satan opposait à son œuvre, il le trouvait non dans les institutions, mais dans les cœurs. La parole célèbre qu'on a traduite : *Vous aurez toujours des pauvres avec vous*, ne signifie nullement qu'il ait voulu éterniser la misère et infliger un blâme prophétique à ceux qui entreprendraient de la supprimer. Mais rien, d'un autre côté, ne permet de le considérer comme un adepte anticipé des méthodes socialistes. L'esprit qui les inspire n'est pas le sien. Le communisme spontané que la charité fait régner entre ses vrais disciples ne ressemble guère à celui qui se fonde à grands coups d'expropriations.

Quelque admirable que soit le désintéressement personnel de certains de ses adhérents, le socialisme n'obéit pas à une pensée de renoncement et d'ascétisme. De même, s'il compte dans ses rangs des hommes qui aiment très sincèrement la paix, on ne peut pas dire qu'il représente dans le monde, par son action collective, une volonté de débonnairété et de pardon. Ce n'est pas pour suivre le précepte : *Aimez vos ennemis*, qu'il inscrit dans son programme la lutte contre le militarisme. C'est parce qu'il envisage cette lutte comme faisant partie de celle qu'il mène contre la société capitaliste. Dira-t-on qu'en cela précisément il s'emploie à l'établissement de la concorde universelle? Admettra-t-on que la guerre ne puisse survivre à l'abolition du capital privé? La psychologie et l'histoire s'insurgent contre cette illusion. Il est faux que les guerres soient toujours faites par les

(1) Traduit en français sous le titre de *Dieu les mène* (Saint-Blaise et Roubaix, 1908).

capitalistes et dans leur intérêt. Il est faux que tous les gouvernements bourgeois soient également responsables de la guerre actuelle. Jaurès, qui n'avait pas l'habitude de flatter les autorités de son pays, s'écriait dans un discours, la veille de sa mort : « Le gouvernement français veut la paix et travaille pour la paix » (1). Mais bien des socialistes pensent qu'on peut reconnaître la volonté pacifique dont la diplomatie de l'Entente a fait preuve en 1914, sans cesser pour cela d'imputer au capitalisme, dans un sens profond et général, la responsabilité de la crise. Ils tiennent pour démontré que toute l'histoire humaine est régie par des causes uniquement ou principalement économiques. Or, cette doctrine matérialiste supporte mal l'examen. Dans les rapports et dans les conflits des peuples, les causes de cet ordre jouent un grand rôle, mais non pas toujours un rôle prépondérant. On entend sans cesse répéter que l'Angleterre et l'Allemagne devaient être fatalement poussées à la guerre par leur antagonisme commercial. Pourtant nul n'était plus pacifiste en Angleterre que les financiers et les commerçants. Un socialiste, M. D. Parodi, s'exprime à ce sujet avec beaucoup de justesse. Cette guerre, dit-il, « la rivalité économique germano-anglaise la conditionnait peut-être, elle ne l'exigeait pas, puisqu'elle n'empêchait pas le profond et obstiné pacifisme des Anglais, et ne la rendait fatale que dans la mesure ou entraient en jeu l'ambition et la volonté d'hégémonie des Allemands, et leur militarisme, et leur philosophie mystico-réaliste : tous facteurs d'ordre extra-économique s'il en fut ». (2)

Personne ne songe à nier les gains fantastiques que les industries de la guerre rapportent à d'habiles profiteurs. Suivant les cas et les circonstances, le capital trouve son compte à la paix ou aux batailles. Il est capable de s'intéresser à tout. La thèse du matérialisme historique n'en est pas moins erronée. « Ce ne

(1) On sait qu'il a été fait grand état, en Allemagne, d'une prétendue lettre de Jaurès à M. Vandervelde, que celui-ci a catégoriquement déclaré être un faux. Voir E. VANDERVELDE, *La Belgique envahie et le socialisme international* (Paris, 1917), p. 225. Les documents relatifs à cette affaire ont été cités notamment dans la *Sentinelle* du 26 et du 27 avril 1916, et dans le *Journal de Genève* du 20 octobre 1916.

(2) *Le socialisme et la guerre*, Revue des nations latines, 1^{er} oct. 1916, p. 277-278.

sont pas les intérêts qui mènent les hommes, ce qui les supposerait, sinon sages au sens moral du mot, au moins toujours prudents, prévoyants, calculateurs : ce sont les passions. Bien mieux, les intérêts eux-mêmes n'agissent pas comme des poids fixes dans une balance, mais transformés, évalués, interprétés par les passions : sauf les cas extrêmes de disette et de famine, les besoins n'émeuvent la volonté que selon la manière dont ils sont conçus, et par là intervient tout le tempérament individuel et national, toute une tradition et toute une histoire... La guerre a manifesté le rôle fondamental de ces facteurs moraux. » (1)

Qu'ajouter à ces lignes de si saine psychologie ? La cupidité est une âpre semeuse de discorde. Mais ni tous les hommes, ni tous les peuples, ne sont prêts à verser le sang par cupidité. Il en est que d'autres passions, et de plus nobles, font se lever en armes. Tant qu'il y aura des hommes sur la terre, il y aura dans leur cœur de vives affections, de grands désirs et de grandes haines. C'en sera assez pour les mettre aux prises les uns avec les autres, — même si de nouvelles formes d'hostilité et de concurrence viennent à remplacer les hideuses boucheries auxquelles nous assistons. La guerre ! Qui épuisera le sens de ce mot large comme la vie ? Le socialisme lui-même, si sévère dans sa réprobation des entreprises militaires, ne vit-il pas d'animosités profondes, d'un monde de griefs impardonnés ?

* * *

Ce que sera le socialisme en Europe, après la sanglante tourmente qui a interrompu son évolution, nul ne peut le dire. Mais nous savons ce qu'il était avant la guerre, et quel rôle jouait dans sa propagande le dogme internationaliste que les événements de 1914 ont si rudement ébréché.

Avant d'être un dogme, cependant, l'internationalisme ouvrier est un fait. Le développement de la grande industrie, dont les matières premières, les produits, les inventions, traversent continuellement les frontières, les progrès du machinisme, qui uniformisent les procédés de fabrication, la facilité croissante des communications et des échanges d'idées, ont brisé les cadres locaux où s'enfermait jadis la vie des travailleurs manuels. Il y

(1) D. PARODI, art. cité, p. 277.

a des préoccupations qui sont communes, d'un pays à l'autre, à tous les hommes du même métier et en général à tous les hommes de métier. Qu'ils se concertent, qu'ils débattent ensemble les questions qui les intéressent, qu'ils avisent ensemble aux moyens d'améliorer leur situation, quoi de plus naturel ? La science, elle aussi, a ses assises mondiales, qui ne l'empêchent pas d'ailleurs de se mettre au service des plus furieux antagonismes nationaux. Quant à la haute finance, le caractère international de ses opérations est si patent que d'aucuns lui attribuaient, ni plus ni moins qu'à la démocratie sociale, le pouvoir de conjurer le cataclysme européen.

Les congrès du travail ne sont pas les seuls dont le sort paraisse compromis. Laissons la question de savoir si et dans quelles conditions les ouvriers des nations alliées pourront rentrer en relations avec ceux qu'ils appelaient leurs « camarades » allemands. Prenons le problème tel qu'il se posait avant la guerre, tel qu'il se pose encore, dans son intégrité théorique, pour les gens à qui la guerre n'a rien appris. Les travailleurs de nationalité différente ont des intérêts communs. N'en ont-ils pas qui se heurtent ou divergent ? A côté de ce qui les rapproche, n'y a-t-il rien qui les sépare ? Ne doivent-ils pas tenir compte, jusque dans leurs revendications professionnelles, de certaines impossibilités de sentir et de penser identiquement, qui correspondent aux différences de tempérament national ?

Comme nous le verrons tout à l'heure, des penseurs socialistes parmi les plus éminents estiment que le prolétariat ne peut pas se passer de la patrie. Mais, pour les internationalistes stricts, la lutte de classes prime tout, absorbe tout, exclut jusqu'au souci d'assurer la défense du sol national. Sous combien de formes ne nous a-t-on pas servi le fameux adage de Karl Marx : « Les ouvriers n'ont pas de patrie » ! Combien de fois n'avons-nous pas entendu dire que le prolétaire a pour frères les prolétaires de toute race et de toute langue, et pour ennemis les capitalistes du monde entier !

Ce principe d'antagonisme social n'est pas tout le socialisme ; il est inhérent au socialisme, cependant. Il pénètre les formes d'action et de pensée socialistes les plus éloignées des brutalités qui alarment les bonnes âmes et choquent les gens de goût. Antimilitariste, pacifiste à ses heures, le socialisme n'est pas ce

qu'on peut appeler pacifique. Quand il s'oppose à la guerre entre nations, c'est qu'il mésestime les valeurs qui y sont engagées. Il ne répugne pas en principe, et pour le règlement de ses propres affaires, à l'emploi des moyens violents. Son aîné, le communisme révolutionnaire, a sur la conscience plus d'un épisode où le sang a coulé.

Viv' la Commune de Paris (*bis*)
Ses mitrailleurs's et ses fusils, (*bis*)

chante un des couplets de la Carmagnole sociale. Le collectivisme orthodoxe d'aujourd'hui sait mauvais gré aux communnards de leurs « préjugés patriotiques ». Il ne peut désavouer, sinon par raison d'opportunisme, la vigueur meurtrière de leur élan insurrectionnel (1). N'est-ce pas toujours à des mesures coercitives qu'il compte recourir pour vaincre la résistance des défenseurs du capital ? Ses procédés de contrainte et d'intimidation ne sont plus ceux qu'on employait à l'époque romantique des barricades et des combats dans les rues. Mais son organisation est et veut être une organisation de combat. Si les socialistes dits politiques reprochent aux syndicalistes de trop négliger les armes que le suffrage universel met entre leurs mains, ce n'est point qu'ils aient envie d'en revenir à l'humanitarisme de la génération de 1840, qui attendait tout de l'extension des droits populaires. Et ce n'est pas pour obéir à des scrupules évangéliques que d'avisés tacticiens de la guerre sociale dissuadent la classe ouvrière de mettre toute son espérance dans le « grand soir ». Ils ne contestent pas la légitimité, voire dans certains cas la nécessité de l'action directe. Mais ils estiment qu'un coup de force réussi du prolétariat n'aboutirait d'abord qu'à substituer au gouvernement bourgeois une dictature plébienne et n'apporterait pas à lui seul le salut économique rêvé. Ce sont là des discussions de méthode qui laissent le principe intact. Pour les collectivistes parlementaires, comme pour les adeptes exclusifs de l'agitation syndicale, le bourgeois est l'en-

(1). « Est-ce que toutes nos révolutions populaires ne sont pas des actes de violence contre autrui ? » écrit M. Ch. MAILLARD. « Pourtant nous les honorons, alors que nous traitons d'assassins les gouvernements qui ripostent par la violence. » (*Le socialisme et la reconstitution intégrale de la France*, 1916, p. 79-80.)

nemi à réduire, à terroriser, à rançonner systématiquement, en attendant de pouvoir le dépouiller de tout ce qu'il possède, de tout ce dont il a frustré la collectivité. « Le prolétariat ne sera vigoureux qu'autant qu'il sera égoïste, et qu'il différenciera ses intérêts d'avec ceux de toutes les autres couches sociales... C'est sous le terrorisme grandissant qu'exercent les prolétaires organisés, avec leur classe jalousement isolée, que les gouvernements se résolvent à des concessions. »

Ainsi s'exprimait, dans son livre très bien fait, *L'avenir du socialisme*, un auteur relativement modéré, M. Paul Louis (1). Changez quelques-unes des expressions dont il se sert, et vous aurez un programme où l'on croirait reconnaître celui du militarisme prussien : c'est par la terreur de ses victoires, par la supériorité écrasante de son organisation, que l'Allemagne, affranchie de toute sentimentalité, imposera sa volonté au monde. Ce sera, d'ailleurs, pour le bien du monde. Seule, la domination du peuple élu peut conduire le genre humain dans les voies fleuries du progrès et du bonheur. De même les journaux et les manifestes du socialisme nous assurent que la Révolution sociale vaudra à l'humanité une ère de paix et de liesse dont l'ex-bourgeoisie, privée de ses biens et revenue de ses fautes, ne pourra que savourer la douceur. Dans un article célèbre, dont le style magnifique enthousiasma nos jeunes ans, Jaurès écrivait ceci : « La mort sociale de la bourgeoisie comme classe sera pour elle ce que serait pour les hommes la mort organique, si, après les épreuves de l'agonie, ils retrouvaient dans une vie plus lumineuse et plus haute le sens de leur vie passée ». (2) On ne saurait prêcher plus persuasivement le mépris du présent siècle à quelqu'un que l'on désire voir disparaître. Quels dangereux ennemis pour les individus, les peuples, les classes, que ceux qui s'attribuent la mission de les contraindre à la félicité !

Le parallèle serait aisé à poursuivre. Citons de nouveau M. Paul Louis. « Les faits ont attesté, avec leur vertu propre, que la classe ouvrière n'obtient que ce qu'elle prend. » (3) Ce langage

(1) Paris, 1905, p. 89.

(2) *Socialisme et liberté*, Revue de Paris, 1^{er} déc. 1898, p. 485.

(3) *Op. cit.*, p. 175.

est celui de tous les impérialismes du monde. Voici maintenant des considérations destinées à montrer que le prolétariat ne doit pas se laisser arrêter dans sa marche conquérante par un respect « pédantesque » de la légalité. Je ne puis m'empêcher de trouver qu'elles ressemblent à celles par lesquelles on essaie de justifier la violation de la neutralité belge. « D'abord, qu'est-ce que la légalité ? Il y a autant de légalités que de nations ; il y en a parfois davantage... Le prolétariat peut-il transformer universellement la propriété en s'aidant de légalités aussi disparates ? » Bien plus, explique l'écrivain socialiste, là même où le jeu des institutions semble le plus favorable aux entreprises prolétariennes, le statut légal devient une arme redoutable entre les mains des possédants. Ils réussiront toujours à fausser les scrutins en attachant à leur cause une fraction de la plèbe. « La domination financière des industriels, des agriculteurs, des banquiers, s'exerce tout aussi bien, sinon mieux, dans les pays de suffrage universel et d'apparente démocratie que dans les autres... Comment s'étonner que des minorités fortement éduquées sortent un jour de la constitution et de la loi, pour s'affranchir coûte que coûte et affranchir les majorités avec elles ? Sans doute le prolétariat dispose de toutes sortes de prérogatives politiques,... et c'est même parce qu'il les possède assez généralement que la subversion violente ne saurait être son unique recours ; mais qui donc arrêterait son élan, le jour où il s'apercevrait de la stérilité de ses conquêtes et de l'impuissance de ses droits abstraits(1) ? » Tout cela revient à dire : La légalité ne saurait passer pour respectable que là où elle ne nous gêne pas. Mais en somme, n'est-elle pas partout gênante, ou ne peut-elle pas partout le devenir ? La conclusion est claire : il faut faire comme on peut. Nous savons, hélas ! à quoi mènent ces principes, quand on les applique à la solution des affaires internationales. Tant pis pour les petits Etats qui se mettent au travers de l'élan de l'Allemagne, à l'heure où elle a désappris le respect des conventions et des traités qui entravent sa volonté de puissance !

Je n'abuserai pas de ces rapprochements trop faciles. Et je n'irai pas chercher, dans les feuilles syndicalistes des années

(1) *Op. cit.*, p. 311-313.

passées, tous les endroits où il était question de répondre au décret de mobilisation par l'insurrection, la grève générale, le sabotage des chemins de fer. Parmi ceux qui allaient semant ces paroles insensées, il en est trop qui, depuis lors, sont morts héroïquement pour leur pays. Aussi bien n'est-ce pas de ceux-là seulement qu'il convient de dire que leur antimilitarisme s'en prenait non à la guerre en soi, mais à une guerre qu'ils n'envisageaient pas comme leur guerre. Du moment que l'on tient pour impossible de résoudre certains litiges sociaux sans recourir à la contrainte, et que l'on agit selon cette conviction, on peut être fondé à se décerner des brevets de logique, de courage, de sincérité, de tout, sauf de pacifisme. Ce qui constitue la guerre dans son essence, ce n'est pas l'appareil militaire, ce n'est pas la façon dont on s'habille pour la faire ni les armes avec lesquelles on la fait. C'est l'exploitation de la force, le recours offensif ou défensif à des actes de coercition. Or, l'antimilitarisme socialiste est en rapport étroit avec la théorie qui partage la société en deux classes aux intérêts irréconciliablement opposés ; il se fonde sur cette séparation, sur cet antagonisme envisagé comme devant se substituer à tout autre, et non point sur la prohibition morale de la violence.

* * *

Cela est si vrai que, dans la mesure où le socialisme veut bien admettre que la classe ouvrière est intéressée à l'existence et à l'intégrité des patries, il admet aussi, quoique avec diverses réserves, qu'elle a le droit et le devoir de participer en armes à la défense du patrimoine national.

Chez les interprètes les plus autorisés de la pensée socialiste, la préoccupation apparaît de concilier le dur Evangile de Karl Marx, qui subordonne tout aux exigences de la lutte économique, et la tradition de l'idéalisme révolutionnaire, qui appelle les nations à l'indépendance comme les individus à la liberté. Dans un article écrit à propos de la guerre, et dont il m'a paru intéressant de confronter les vues avec celles que le même auteur émettait il y a une dizaine d'années sur l'hostilité des classes et l'égoïsme sacré du prolétariat, M. Paul Louis s'attache à montrer qu'en matière de nationalité et de droit des peuples, l'Internationale ne s'écarte pas des maximes de la Révolution.

« Le socialisme, dit-il, a toujours combattu, du moins théoriquement, doctrinalement, la guerre comme un mal ; ce qui ne signifie point, et les décisions de ses congrès sont catégoriques à cet égard, qu'il n'ait pas admis le caractère obligatoire de certaines luttes... Il n'a jamais hésité à proclamer ces deux principes, d'ailleurs intimement liés l'un à l'autre : les nationalités ont le droit de disposer librement d'elles-mêmes ; elles ont le devoir de se défendre de toute agression. » (1)

On sent, dans cet article, une intention d'apologie. L'auteur veut laver le socialisme français du reproche de s'être laissé prendre à des formules internationalistes trop bien faites pour couvrir les visées de l'impérialisme allemand. Il n'y réussit, malgré son talent, que dans une médiocre mesure. A rien ne sert de voter des résolutions en faveur de la libération des nations opprimées, quand d'autre part on ne cesse de dénoncer comme de dangereux chauvins tous ceux qui, dans les pays menacés, prêchent la vigilance militaire, tous ceux qui, dans les pays dépossédés de quelque province, refusent de s'incliner devant le fait accompli. Même après les cruelles expériences de 1914, le désir de la reprise des rapports internationaux s'est traduit chez les socialistes des nations alliées, à la Conférence de Londres et ailleurs, par un langage assez étrange, où voulait s'affirmer à la fois la volonté de vaincre et l'intention d'empêcher qu'on allât en cas de victoire jusqu'aux mesures radicales seules propres à délivrer l'Europe du cauchemar prussien.

Il n'en est pas moins intéressant de constater que le socialisme officiel s'est toujours senti obligé de compter avec l'idée de patrie, et par conséquent de répudier les doctrines d'un antimilitarisme trop absolu. *Les nations ont le devoir de se défendre.* Il suffirait d'un peu de logique pour déduire de cette affirmation la nécessité d'une intense préparation militaire. Un gouvernement résolu à s'interdire toute agression, un gouvernement qui, à la veille de la guerre, retire ses troupes à huit kilomètres de la frontière afin de mettre plus sûrement le bon droit de son côté, ce gouvernement-là s'impose une attitude honorable mais désavantageuse. Il aurait besoin, pour en compenser l'inconvé-

(1) *Le socialisme et le principe des nationalités*, Revue des nations latines, 1^{er} juillet 1916, p. 389-398.

nient, de disposer de ressources d'autant plus énormes en hommes et en matériel. Autrement il risque d'être dominé d'emblée par un adversaire qu'aucun scrupule n'empêche d'inscrire l'attaque préventive au nombre de ses moyens défensifs.

C'est là qu'éclatent les différences d'éducation nationale et de tempérament national. Chaque peuple entend à sa manière l'application du droit de se défendre. Et malgré toutes les décisions internationales qui sont censées les mettre d'accord, les socialistes de chaque pays pensent *nationalement* à cet égard, suivent l'orientation historique et la disposition sentimentale qui prévaut dans leur patrie.

* * *

« Nous avons besoin du pays où nous sommes nés, du sol sur lequel nous vivons et de la langue que nous parlons, pour faire de notre pays le plus beau et le plus parfait qui existe au monde. » Ainsi parlait Bebel au Congrès socialiste allemand de Essen, en 1907. Et au Congrès international de Stuttgart, il répondait en ces termes à M. Hervé, qui professait alors le plus pur antipatriotisme : « Il n'est pas vrai que le prolétariat n'ait pas intérêt à être d'un pays plutôt que d'un autre, ne serait-ce qu'à cause de la différence de langue, de culture et de race. Il ne serait pas indifférent aux Allemands d'être gouvernés par des Français, en langue française. » Il n'y aurait rien à redire à de pareilles déclarations, si l'expérience ne nous avait appris à y discerner ce quelque chose de très allemand, de très prussien surtout, que M. G.-K. Chesterton a défini le « refus de réciprocité » (1), l'incapacité de comprendre et de respecter le patriotisme des autres.

La façon d'agir de la majorité des socialistes allemands, depuis le début de la guerre, a été un sujet d'étonnement pour bien des gens et de scandale pour les socialistes des pays alliés, qui leur reprochent d'avoir failli à leur tâche internationale. Pourtant ne connaissait-on pas déjà leurs tendances réalistes, leur amour de l'organisation et de la force disciplinée, leur dédain pour les raisons de sentiment ? De bons observateurs ne

(1) *La barbarie de Berlin*, trad. par Isabelle Rivière (Editions de la Nouvelle Revue française).

s'étaient pas fait faute de prédire qu'une fois l'état de guerre proclamé, le même courant d'unanimité belliqueuse emporterait l'Allemagne ouvrière et la Prusse des hobereaux. C'est ce qui est arrivé, en dépit de quelques protestations courageuses comme celle de Karl Liebknecht, protestations qui gardent leur caractère tout individuel, même si l'on y ajoute par souci de justice celles que la censure a pu étouffer. Dans la suite on vit les dirigeants de la social-démocratie s'émouvoir en faveur de la paix et n'épargner aucun effort pour amener le prolétariat français, anglais, belge, italien, russe, à agir dans le même sens. Démarches trop tardives, et trop visiblement d'accord avec les intentions de la politique impériale, désireuse de recueillir le bénéfice d'un *statu quo* victorieux, pour détruire l'effet de l'attitude qui fut à quelques exceptions près celle de tout le socialisme allemand, à l'heure où les Empires centraux se ruaient à la curée. Le vote des crédits de guerre par la fraction socialiste du Reichstag : voilà le grand fait dont la signification reste, malgré les discussions postérieures entre partisans et adversaires des annexions.

Il est assurément impossible de concilier cette attitude collective avec la doctrine internationaliste et les déclarations des congrès. C'est en vain que les intéressés cherchent à sortir de contradiction en acceptant le mythe officiel de l'Allemagne pacifique et innocente, acculée à une guerre de défense par la méchanceté de ses ennemis. La vérité est que la social-démocratie a suivi, comme toute son éducation l'y inclinait, la voie qui lui paraissait conduire l'Allemagne à l'avenir matériel le plus largement assuré. Quand l'égoïsme de classe auquel les théories collectivistes font appel n'a pas pour contrepoids une forte tradition humanitaire et libérale, il peut se retourner contre le collectivisme lui-même ou l'induire à de singulières déviations. Il peut s'incorporer à l'égoïsme de race, au nationalisme, en y apportant un élément particulier de virulence.

Dans d'autre pays, ce contrepoids existe. Héritiers de tout un passé classique et chrétien, les socialistes français en subissent l'influence, parfois même plus qu'ils ne le voudraient. Ils aiment à s'en référer à la Déclaration des droits de l'homme, encore qu'elle érige en immortel principe le respect de la propriété. Ils se flattent de tirer les conclusions naturelles des pré-

misses égalitaires posées par la Révolution. Abolir le privilège des possédants, disent-ils, c'est achever l'œuvre révolutionnaire ; nous voulons la liberté économique, sans laquelle la liberté politique n'est qu'un leurre. « Le socialisme est l'individualisme logique et complet. » (1)

C'est bien précisément, remarquons-le, parce qu'il exalte l'individu jusqu'à en faire « la mesure de toutes choses » (2), que le socialisme associe trop souvent la négation de la patrie à la négation de la propriété. Si l'individu est la norme de tout, si rien ne compte que ses besoins, ses aspirations et ses révoltes, j'ai le droit de tenir pour injuste et vexatoire la loi qui garantit à mon voisin la possession d'un bien-être ou d'un luxe dont je ne jouis pas. Si l'individu est la norme de tout, je puis dénoncer dans le patriotisme, comme dans la foi religieuse, comme dans le sentiment familial, un reste de superstition et d'esclavage. Que m'est-elle, cette nation, cette entité ethnico-géographique au nom de laquelle on prétend m'imposer tant d'obligations et même de sacrifices ? Que lui dois-je, sinon de me trouver placé sous la même tutelle législative et administrative qu'une foule de gens avec qui j'estime n'avoir rien de commun ? A ces jugements d'un subjectivisme borné, les socialistes capables de réfléchir, ou doués d'un certain sens des réalités sociales, répondent par des appréciations plus justes. Ils savent que le vieux mot de patrie, ou le mot plus moderne et plus technique de nationalité, recouvre des choses qui ne leur sont pas indifférentes, qui ont même pour eux un intérêt vital. Mais, socialiste ou non, un homme nourri d'idées françaises ne conçoit pas que ce qui l'attache à sa patrie puisse jamais le séparer de l'humanité. Incurablement idéalistes, malgré la violence des passions qui les soulèvent, les foules dont Jaurès se faisait applaudir n'imaginent le bonheur du prolétariat que réalisé dans une vaste confédération de peuples, tous souverains, autonomes, égaux en droits.

On ne saurait en dire autant des masses populaires allemandes. Les motifs de mécontentement politique ne leur manquent

(1) JAURÈS, art. cité, p. 499.

(2) « C'est l'individu humain qui est la mesure de toute chose, de la patrie, de la famille, de la propriété, de l'humanité, de Dieu. » (*Ibid.*, p. 506.)

pas. Elles peuvent blâmer certains procédés de l'autorité impériale, souhaiter moins d'arbitraire, plus de liberté. Elles ne laissent pas cependant de participer à l'état d'esprit qui fait qu'un Allemand prussianisé ne se sent vraiment libre que dans un monde assujéti à la domination de l'Allemagne.

Dans tous les pays, sans doute, des sceptiques parmi les ouvriers hésitent à croire que l'harmonie et le bien-être universels puissent s'établir par une transformation révolutionnaire des conditions sociales, expropriation générale ou socialisation des moyens de production. En Allemagne, la tentation est forte de chercher dans un régime existant, qui s'est prouvé capable de devenir un irrésistible système de centralisation industrielle et économique, les garanties d'amélioration concrète que l'on s'inquiète de ne pas trouver dans le vague des plans d'organisation communiste. Bien mieux que le collectivisme, son frère ennemi le socialisme d'Etat est propre à rallier le suffrage des esprits positifs dont le mécontentement n'est pas enclin à se repaître de mirages.

C'est pourquoi la social-démocratie allemande, comme le rappelle la résolution votée le 24 septembre 1916 par la Conférence impériale du parti socialiste, « s'est rangée aux côtés de la totalité du peuple allemand » pour marcher à cette guerre soi-disant défensive dont les instigateurs attendaient un accroissement formidable de la puissance et de la richesse de l'Empire. Le député socialiste Hænisch a eu le mérite de la franchise en écrivant au *Vorwærts* : « En ce qui concerne les fameuses annexions, je n'ai pour ma part jamais caché que, dans l'intérêt du peuple allemand, et en particulier de la classe ouvrière, je juge extrêmement souhaitable de porter notre frontière orientale à une grande distance en avant... Il n'est pas moins désirable d'avoir des garanties réelles pour empêcher que la Belgique ne demeure à l'avenir la base d'opération de l'Angleterre contre l'Europe centrale, en tant que ces garanties peuvent être obtenues en maintenant la vie politique propre du peuple belge (1)... je déclare tout franchement que, à mon avis, les buts de paix de la social-démocratie doivent se situer à peu près dans la même direction que les buts de paix exposés par le chancelier de l'Empire

(1) Inutile d'insister sur le peu de valeur de cette restriction.

dans son discours du 9 décembre 1915 et plus tard. Je dis cela au risque d'être de nouveau taxé par le *Vorwärts* de socialiste-impérialiste ou autrement. Aujourd'hui on ne doit vraiment plus avoir peur des mots » (1).

Impérialisme, militarisme, ce sont des mots en effet devant lesquels la classe ouvrière d'un grand pays monarchique ne saurait reculer, du moment qu'elle met ses intérêts économiques au-dessus de tout et qu'elle en voit la meilleure garantie dans la forte structure de cet empire, dans ses capacités énormes de résistance et d'expansion. Un gouvernement comme celui de l'Allemagne n'a pas à craindre de pressurer la bourgeoisie pour subvenir à ses dépenses de guerre; il recourt tout uniment à des mesures expropriatrices qu'un gouvernement républicain hésite à adopter. Et l'ensemble de la population profite des ressources qu'il se procure par la conquête et la spoliation. L'armée, tant de fois honnie et conspuée, l'armée, ce chien de garde du capital, devient dans ce système un instrument au service des espoirs prolétariens. Nous voilà loin, semble-t-il, du mot d'ordre de l'Internationale : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Mais les pangermanistes d'extrême-gauche n'ont pas cru manquer au socialisme en travaillant à l'établissement d'une hégémonie dont le peuple allemand devait retirer des avantages si positifs, au triomphe d'une organisation supérieure dont les autres peuples ne pouvaient mieux faire que d'accepter avidement les bienfaits.

Cette effrayante évolution de la logique marxiste dans les cervelles allemandes ne date pas d'hier. En 1899, on discutait en Allemagne un programme d'augmentation de la flotte. Il parut sur cette question, dans les *Sozialistische Monatshefte*, un article qui prend un intérêt extraordinaire à la lumière des événements de notre temps (2). En voici la substance. L'auteur déclare, comme on pouvait s'y attendre, que son parti ne saurait partager l'enthousiasme dont exultent les patriotards (*unsere Hurrahpatrioten*) à la pensée de tous les torpilleurs et de tous les cuirassés qui vont être mis à la mer. La classe ouvrière

(1) *Vorwärts*, supplément au n° du 5 septembre 1916.

(2) E. ROTHER, *Zur Theorie der Flottenfrage*. *Sozialistische Monatshefte*, décembre 1899, p. 639-644.

allemande a trop à se plaindre des partis bourgeois pour se laisser distraire de la lutte qu'elle soutient contre eux. Elle ne peut appuyer les projets du gouvernement. Si toutefois elle voulait, par hypothèse, faire abstraction des motifs immédiats qui l'en empêchent, elle trouverait des raisons non pas de craindre, mais de souhaiter un accroissement des forces navales et militaires de l'Empire. De deux choses l'une, en effet. Ou bien on admet la théorie suivant laquelle la société capitaliste est vouée à une catastrophe qui permettra au prolétariat de s'emparer brusquement du pouvoir. Alors, à moins de supposer — ce qui serait absurde — que toutes les nations du monde soient prêtes à se convertir en même temps au socialisme, il faut prévoir que le peuple allemand, en pleine période d'organisation collectiviste, se trouvera aux prises avec de redoutables concurrences et de graves difficultés. S'il ne dispose pas de grandes colonies, il manquera de matières brutes pour son industrie, de denrées alimentaires pour son ravitaillement. Or, « sans flotte de combat, pas d'empire colonial. Si l'on construit aujourd'hui vaisseaux de guerre sur vaisseaux de guerre, cette flotte sera pour nous — dans la supposition toute théorique que nous avons admise — le plus puissant moyen d'établir et de consolider le régime socialiste de l'avenir ». Ou bien, — autre hypothèse, — le capitalisme surmontera ses « contradictions immanentes », échappera à la ruine qui semble être une conséquence inévitable de la surproduction. La catastrophe attendue ne se produira pas ou sera ajournée on ne sait pour combien de générations. Dans ce cas le prolétariat allemand, dont les destinées économiques continueront à être liées à celles de la classe capitaliste allemande, aura tout intérêt à ce que l'Allemagne domine le marché du monde. Mais comment s'assurer cette domination, sinon par la force des armes, puisque le moment vient tôt ou tard où la diplomatie à bout d'artifices doit céder la parole au canon ? Donc « il est de la plus haute importance pour la classe ouvrière allemande que l'Allemagne soit armée jusqu'aux dents et ait à sa disposition le principal instrument de la future guerre commerciale, une flotte puissante ».

L'auteur de ces considérations, je le répète, ne leur attribuait qu'une valeur purement hypothétique. Cela ne les a pas empêchées de faire leur chemin. Sans doute il y a encore en Allemagne

des *Hurrahpatrioten* qui trouvent qu'un Scheidemann, par exemple, n'est pas un apôtre assez ardent du *Deutschtum*. Et je sais tout ce que Haase, Kautsky, Bernstein, ont dit contre la politique des annexions. Mais, en somme, le gouvernement de Guillaume II serait bien difficile s'il n'était pas content de l'appui que les socialistes lui ont prêté.

L'histoire retiendra comme particulièrement typique le récit de la conversation qui eut lieu au début de la guerre, à la Maison du peuple de Bruxelles, entre des socialistes belges et deux socialistes allemands en uniforme (1). L'un de ceux-ci, le Dr Koster, entreprit de démontrer à ses interlocuteurs que la Belgique aurait évité tous les malheurs qui l'ont frappée en laissant tranquillement passer les armées allemandes ; elle aurait, par surcroît, bénéficié de tous les privilèges de la Kultur. Et comme on lui alléguait les traités à respecter et l'honneur national à défendre, il répondit : « L'honneur d'une nation, c'est là de l'idéologie bourgeoise dont les socialistes n'ont que faire ; quant aux traités internationaux, ils ne peuvent tenir en cas de guerre. » On n'arriva pas à s'entendre. Toute discussion est impossible entre des gens qui n'ont de commun, ainsi que le fit remarquer un des Belges, que la possession d'un estomac. Il faut avoir un cœur pour comprendre la vieille devise :

Plutôt mourir de franche volonté
Que du pays perdre la liberté...

* * *

En France, avant 1914, les élus du parti socialiste s'opposaient régulièrement aux mesures destinées à accroître la force combative de leur pays. La plupart d'entre eux, pourtant, entendaient bien ne pas être traités d'anti-patriotes. Ils se figuraient que la social-démocratie allemande, sincèrement gagnée à la cause de la fraternité internationale, imposerait la paix à l'Empire en cas de conflit. Illusion peu pardonnable certes, car les avertissements ne leur avaient pas manqué. Mais illusion qui explique que cette politique d'obstruction militaire ait pu s'allier dans leur esprit avec l'affirmation théorique du bon droit de la défense armée chez les peuples brutalement attaqués.

(1) Cité par VANDERVELDE, *Op. cit.*, p. 204 et suiv.

Nul n'a contribué plus que Jaurès à endormir la démocratie française, à lui verser comme un opium délétère les promesses d'universel désarmement. C'est lui cependant qui disait il y a vingt ans : « Il est du devoir de tous les socialistes, dans tous les pays, de protéger chacun leur patrie contre toutes les agressions possibles ». Et comme la Chambre mêlait aux applaudissements les exclamations de surprise : « Je m'étonne des marques de satisfaction étonnée qui semblent accueillir ces paroles, comme si l'on avait jamais pu sérieusement et honnêtement nous prêter une autre pensée » (1).

On est en droit de penser que si un fanatique ne l'avait assassiné à la veille de la guerre, Jaurès aurait mis toute la force de son éloquence au service de la Belgique violée, de la France assaillie, du droit foulé aux pieds, et se fût tenu assez à l'écart des palabres de Zimmerwald et de Kienthal pour ne point mériter les tendancieux éloges qui ont été décernés à sa mémoire du côté allemand. Dans sa pensée, l'intérêt même du socialisme exigeait que la France, nation d'avant-garde, pût compter sur le dévouement de tous ses enfants. On a de lui de très belles pages sur la patrie. Il ne croit pas que le patriotisme soit lié à la propriété foncière et n'existe que pour ceux qui possèdent le sol. Il proteste contre une théorie qui réduirait l'admirable œuvre nationale de Jeanne d'Arc à la portée d'un mouvement terrien. Et il répond à ce qu'il appelle la « boutade » de Karl Marx par des paroles comme celles-ci, qui semblent prophétiser le grand sursaut du peuple de France, uni soudain et ferme devant l'agresseur : « A l'intérieur d'un même groupement, régi par les mêmes institutions, exerçant contre les groupements voisins une action commune, il y a forcément entre les individus, même des classes les plus opposées ou des castes les plus distantes, un fonds indivisible d'impressions, d'images, de souvenirs, d'émotions. L'âme individuelle soupçonne à peine tout ce qui entre en elle de vie sociale, par les oreilles et par les yeux, par les habitudes collectives, par la communauté du langage, du travail et des fêtes, par les tours de pensée et de passion communs à tous les individus d'un même groupe que les influences multiples de la nature et de l'histoire, du climat,

(1) Séance du 7 mars 1895. JAURÈS, *Action socialiste*, 5^e édition (Paris, 1899, p. 410-411).

de la religion, de la guerre, de l'art, ont longuement façonné. Même pour se railler, pour s'outrager, deux individus de classes hostiles, en un même pays, sont obligés de faire appel à des ressources communes... C'est le mystère, c'est le prodige des âmes individuelles qu'elles soient à la fois impénétrables et ouvertes. Tout le groupe historique dont elles font partie, dont elles sont solidaires, les affecte sans cesse et les émeut, souvent à leur insu. C'est seulement dans les grandes crises, quand un grand événement remue toute la profondeur et toute l'étendue d'un groupe humain, que cette solidarité se révèle pleinement à elle-même. Mais ces formidables crises de passion collective seraient impossibles si un fonds inaperçu d'impressions communes ne s'était pas formé, dans la familiarité des jours, au fond de toutes les consciences » (1).

Pour d'autres, le sort de la France est indissolublement uni au sort de l'Eglise. Pour Jaurès, la cause de la France s'identifiait avec celle de la démocratie. Rien n'est plus français, certes, que cette façon d'associer la dévotion patriotique au culte de quelque grand idéal humain. Pacifiste jusqu'à se griser de propos qui comblaient d'aise les ennemis de son pays, il s'enthousiasmait pourtant au souvenir des exploits guerriers de l'âge révolutionnaire ; il admettait la guerre telle que la première République l'avait faite, guerre d'un peuple résolu à défendre sa liberté jeune et fière contre les assauts réactionnaires de l'étranger. Et il voulait prévoir le cas où la France républicaine, après avoir tout fait pour prouver sa volonté pacifique, se retrouverait dans l'alternative d'accepter la lutte ou de périr. C'est à cette préoccupation que répond son livre *L'Armée nouvelle*. Est-il vrai que les expériences de la guerre actuelle — ainsi qu'on nous l'assure dans la préface de l'édition de 1915, — ont apporté une éclatante confirmation à l'idée maîtresse de ce livre ? Il semble, à vue de profane, que si cette guerre a prouvé la nécessité de donner beaucoup de soin à l'instruction et à l'entraînement des réserves, comme Jaurès demandait qu'on le fit, elle a prouvé aussi combien il est important de disposer d'une puissante armée permanente, utilisable comme force de premier choc. Mais je ne discuterai pas, n'en ayant pas la com-

(1) *L'organisation socialiste de la France. L'armée nouvelle*. Réédité par l'Humanité (Paris, 1915), p. 449-450.

pétence, la valeur technique du système de « nation armée » que Jaurès préconisait. Qu'il me suffise de relever ce contraste, qui prend rétrospectivement une signification profonde : le grand leader de l'extrême-gauche, le grand prophète de la réconciliation universelle, entreprenant de dresser le plan de la cité de ses rêves, et commençant par rédiger, seul témoin qui nous reste de cette vaste entreprise, tome unique et premier de son *Organisation socialiste de la France*, — un gros mémoire à l'appui d'un projet de loi militaire ! Ce fut sa façon de prouver que, malgré toutes les lacunes de son jugement et toutes les éclipses de sa clairvoyance, il apercevait le danger d'un raisonnement humanitaire perdu en pleine abstraction : « Il n'y a plus d'Icarie. Le socialisme ne se sépare plus de la vie, il ne se sépare plus de la nation... L'internationalisme abstrait et anarchisant qui ferait fi des conditions de lutte, d'action et d'évolution de chaque groupement historique, ne serait qu'une Icarie, plus factice encore que l'autre et plus démodée » (1).

Ces sages paroles du grand tribun, dont on regrette que sa politique ne se soit pas toujours inspirée, la réalité présente les souligne d'un trait de feu et de sang. Il n'y a plus d'Icarie. Le mirage internationaliste a vécu. Il faut pourvoir à la défense des patries, sous peine de voir la part de l'humanité supérieure qu'elles détiennent retourner avec elles au néant (2). Il le faut... ou il l'aurait fallu. Les idéaux les plus nobles n'ont pas la vertu de s'imposer si l'on n'est pas, d'avance, décidé et prêt à se battre pour qu'ils survivent. La notion même du droit des gens, notion acquise dans le passé au prix de tant de luttes, il suffit d'une inique victoire pour la frapper de caducité.

* * *

Je ne puis conclure qu'en essayant de me résumer.

Quand le socialisme s'affirme antimilitariste, ce n'est pas qu'il

(1) *Op. cit.*, p. 454.

(2) Cf. GEORGES RENARD, *Le régime socialiste*, (2^e éd., Paris 1898, p. 69) : « Défendre la patrie, ce n'est pas seulement défendre foyers, personnes, instruments et produits du travail national, c'est encore pour un peuple sauver de la destruction son idéal, sa façon de concevoir le monde, ses aspirations vers le mieux, les germes d'avenir dont il est dépositaire, et ainsi travailler du même coup pour soi-même et pour l'humanité ».

s'inspire d'une doctrine qui réprouverait tout emploi, même défensif, de la violence ; c'est qu'il entend vouer toutes ses forces de combat à la destruction du capitalisme, lutter internationalement contre cet ennemi international. Mais il se heurte à l'impossible lorsqu'il veut s'organiser sur le seul principe de la lutte des classes, sans tenir compte de la distinction et de la rivalité des patries. C'est ce qui apparaît aujourd'hui avec plus de clarté que jamais. Comme le dit si bien M. Parodi (1), « les socialistes de France, de Belgique ou d'Angleterre, ont vu jusqu'à l'évidence, dans l'agression et le pillage et le meurtre, que la nation était la plus positive des réalités sociales, et qu'avoir à faire au soldat ennemi, fût-il socialiste d'étiquette, était autre chose qu'avoir à faire au patron ! »

Qu'ils le veuillent ou non, les socialistes font partie d'un groupement ethnique et national et en subissent l'influence, malgré l'uniformité convenue de leurs revendications économiques. Pour cette raison même, une fois rendus attentifs à l'importance de leur tâche nationale, ils conçoivent fort différemment, suivant les pays, le rapport de cette tâche avec leur devoir humain.

Les socialistes allemands, imbus de matérialisme historique, ne voient pas ou voient mal l'effroyable responsabilité dont leur nation s'est chargée, ni ce qu'il y a d'odieux dans le mépris de l'Allemagne pour le droit des gens.

Les socialistes français et ceux qui sont vraiment leurs frères, parce qu'ils sentent comme eux, ont hérité d'une tradition généreuse. Ils ne reprennent conscience des liens d'amour et de solidarité qui les unissent à leur patrie que pour affirmer en même temps leur respect de la liberté et de la dignité de tous les peuples. Ils ont de la peine — les résolutions qu'ils votent depuis deux ans en font foi — à s'affranchir d'un doctrinarisme fort profitable aux desseins des nations de proie. Mais leur honneur sera d'avoir compris, dans leur grande majorité, que même les intérêts et les rancunes de classes doivent s'effacer à certaines heures devant la nécessité de défendre la civilisation en péril.

ÉMILE LOMBARD.

Décembre 1916 — Janvier 1917.

(1) Art. cit., p. 278.